

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 06 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERMIX (Ex:EVIALIS France)

Talhouët
56250 Saint-Nolff

Références : 2025-770_INSP_SERMIX (ex-EVIALIS) – Longué-Jumelles_RAP
Code AIOT : 0006302306

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/12/2025 dans l'établissement SERMIX (Ex:EVIALIS France) implanté ZI de la Métairie 49160 Longué-Jumelles. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) dont suites de la précédente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERMIX (Ex:EVIALIS France)
- ZI de la Métairie 49160 Longué-Jumelles
- Code AIOT : 0006302306
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Présentation du site de Longué-Jumelles

Le site, usine de fabrication d'alimentation animale, a fait l'objet d'extensions de magasins en 89, 94 et 2004.

Le bâtiment administratif a été créé en 1996.

Depuis 2019, le site fait partie du groupe ADM.

Le site SERMIX (Ex-Evialis) de Longué Jumelles emploie un peu moins de 50 personnes dont une dizaine sur la partie business et le reste sur la partie usine.

Le terrain du site de Longué Jumelles s'étend sur 3,5 hectares.

L'exploitation est réglementée par l'Arrêté Préfectoral du 26/03/2013.

La livraison est sous-traitée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	E2 - 2014 - Protection des milieux récepteurs (confinement eaux incendies)	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois (Dépôt du porter à connaissance) et 24 mois (Réalisation des travaux)
2	E4 - 2014 - Fonctionnement des installations de transfert de grain	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 10.1.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	E2 - 2018 - Disponibilité et entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	R1 - 2018 - Vérification des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 7.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Meilleures techniques disponibles concernant les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 6.IV et 15.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Modification des	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021,	Susceptible de suites	Demande de justificatif à	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installations	article R. 181-46		l'exploitant, Demande d'action corrective	
11	Transports-chargements-déchargement s	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.4.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Propreté	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 10.1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	E1 - 2018 - Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 5.7.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	E3 - 2018 - Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 6.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	Rétention	Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.4.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 23/12/2025 a permis de solder les points de contrôle des thèmes suivants des inspections précédentes :

- Rejets d'eaux pluviales,
- vérification des Installations électriques (Levée de la mise en demeure sur ce point),
- Séparation des déchets,
- Rétention.

Des actions ont été engagées mais ne suffisent pas à lever les écarts concernant :

- la protection des milieux récepteurs (confinement eaux incendies),
- le fonctionnement des installations de transfert de grain (Des avancées significatives sont observées mais ne permettent pas de lever la mise en demeure sur ce point),
- la disponibilité et l'entretien des moyens d'intervention,
- la vérification des niveaux sonores,
- la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles concernant les rejets atmosphériques.

Un chantier important doit être poursuivi concernant les modifications des installations et la sollicitation de modifications de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2013.

De nouveaux points de vigilance sont soulevés concernant :

- une aire de dépotage,
- l'empoussièrement de certaines parties du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : E2 - 2014 - Protection des milieux récepteurs (confinement eaux incendies)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux incendies
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avaient été actées : - • date d'échéance qui a été retenue : -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Confinement des eaux incendie Volume minimal 780 m³ Étude sous 6 mois à compter du 26/03/2013 Travaux et échéancier de réalisation à préciser dans l'étude.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite du 21/11/2014</u></p> <p>L'étude prescrite n'a pas été transmise à l'IIC. L'exploitant indique cependant avoir travaillé le sujet et déterminé les moyens à mettre en place. En l'espèce, il propose la mise en place de barrages mobiles (barrières) pour confiner les eaux d'extinction dans les bâtiments dans la mesure où ceux-ci sont déjà équipés de murets en dehors des portes. Il fait part également de la budgétisation des travaux en 2015.</p> <p>→ l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son étude justifiant que la solution présentée permet de répondre à la prescription et notamment au volume prescrit (780 m³), cette transmission sera accompagnée de ses propositions techniques et d'un échéancier de réalisation.</p> <p><u>Visite du 06/12/2018</u></p>

Deux options sont envisagées : mise en place de barrières amovibles ou création d'un bassin spécifique. L'option création du bassin apparaît privilégiée mais le coût est beaucoup plus élevé. L'exploitant indique que le choix final sera prochainement validé (investissement listé au tableau des investissements transmis dans le cadre du porter à connaissance des modifications). En cas d'utilisation de barrières, l'exploitant devra solliciter l'avis du SDIS (prise en compte des contraintes d'intervention).

→ En fonction de la réponse du SDIS, l'exploitant s'engage à fournir l'échéancier de réalisation du système de rétention qu'il aura choisi. L'échéancier sera transmis durant le premier trimestre 2019.

Visite du 04/10/2022

L'exploitant indique qu'il a écarté la solution des barrières.

Il a présenté deux devis des sociétés TPPL et Durand pour l'implantation de bassins de confinement. Le coût s'élève d'environ 129 000 à 159 000 euros TTC.

Le calcul du volume demande cependant à être vérifié précisément d'autant que l'exploitant prévoit une extension.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- d'affiner le calcul du volume de confinement d'ici la fin de l'année 2022 en abordant le thème de la régulation des eaux pluviales ;
- de réaliser les investissements nécessaires d'ici la fin 2023.

Si cet échéancier n'était pas respecté, l'inspection des installations classées pourrait proposer au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.

Visite du 23/12/2025

L'exploitant a effectué un point de situation sur ce thème.

Une étude a été réalisée par IRH en octobre 2024.

Le rapport est référencé : Projet n°PDLP230191 – octobre 2024.

Il s'agit d'une étude de faisabilité intitulée :

« Gestion des eaux pluviales, des eaux d'incendie et création d'un bassin de confinement d'eaux d'extinction. »

Le site se trouve sur un terrain plat et donc potentiellement sous l'influence de la nappe phréatique souterraine.

Les eaux pluviales transitent de manière globale de l'Est du site vers l'Ouest où se situe un fossé. Le site comporte 5 exutoires d'eaux pluviales.

Selon le rapport d'étude de l'entreprise SOCOTEC (n°2211E14Q5000050, en date du 22/12/2022) pour la mise en conformité du site vis-à-vis de son arrêté préfectoral, il est nécessaire de créer un ouvrage de confinement des eaux utilisées pour les extinctions d'incendie qui sera aussi utilisé à des fins de régulation des eaux pluviales.

En conclusion de ce rapport, pour une pluie décennale, le volume utile du bassin s'établit à 719 m³ minimum.

Selon la D9, le volume requis pour 2h d'extinction est de 1 440 m³.

La présence d'un stock de liquide de 19 m³ rajoute 3.8 m³ d'eau au volume total à stocker.

Suivant SOCOTEC, le volume total à considérer (Considération du cumul de l'orage décennale et de l'incendie) est de 2162 m³.

Lors des échanges entre IRH et SOCOTEC, SOCOTEC précise :

- qu'il n'y a pas d'obligation que les eaux pluviales de toiture du bâtiment administratif soient régulées via un bassin de rétention.
- qu'il est nécessaire que les eaux issues de l'extinction d'un incendie du bâtiment administratif soient confinées dans un bassin.

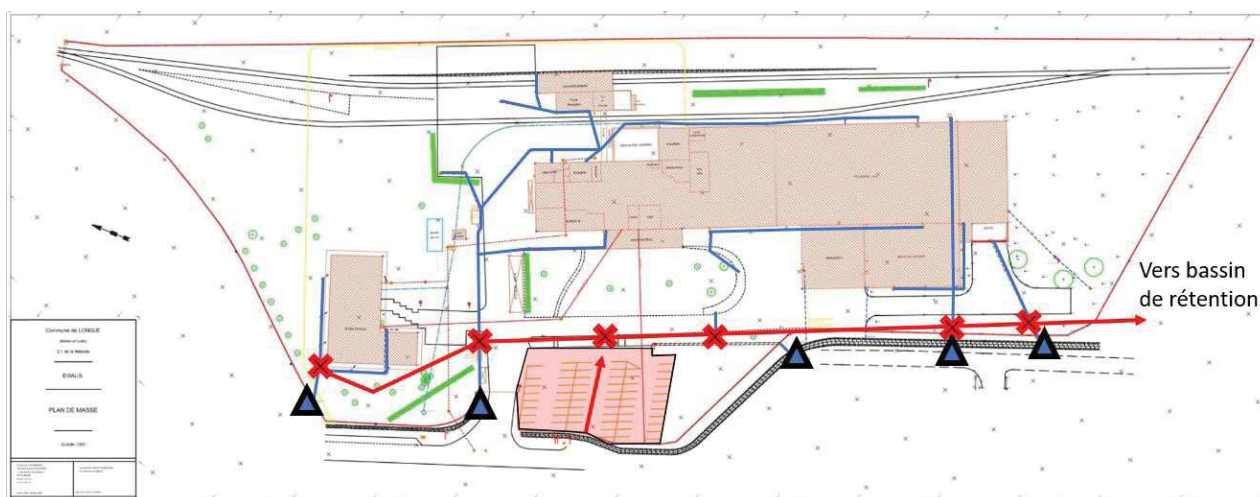
Pour les moyens incendie, il est envisagé :

- 1 - une bache unique (1450 m³)
- 2 - deux baches (800 + 650 m³)

La solution n°2 semble toutefois la plus pertinente, en termes d'implantation, de praticité vis-à-vis du SDIS et d'un point de vue économique.

Le principe général préconisé est la pose d'une canalisation qui va venir intercepter les rejets actuels d'eaux pluviales pour les diriger vers un bassin de rétention/confinement sur la parcelle 218 située au sud du site.

Détail des conduites à intercepter et nouvelle canalisation envisagée



Deux types de bassins de confinement ont été étudiés :

- Solution 1 : Création d'un bassin aérien, encastré (par déblai uniquement) et étanché en géomembrane,
- Solution 2 : Création d'un bassin aérien, surélevé (par déblai-remblai) et étanché en géomembrane.

Dans tous les cas, l'implantation du bassin reste au même endroit. Le lestage de ces bassins reste envisagé en fonction du niveau de la nappe.

Les eaux de ruissellement issues du parking sont également intégrées dans l'étude.

Le site est réparti en zones indépendantes correspondant chacune à un bassin versant propre, comprenant une partie du réseau EP et des exutoires.

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie dans un ouvrage unique nécessite d'apporter des modifications aux réseaux EP existants pour raccorder ces 5 exutoires au futur bassin de confinement.

La connexion entre les réseaux 1 et 2 nécessite la pose d'une canalisation de 55 ml, jusqu'au nouveau regard de sectionnement amont à créer.

La connexion entre les réseaux 2 à 5 nécessite la pose d'une canalisation de 210 ml depuis le sud du bâtiment administratif jusqu'à l'emplacement du nouveau bassin de rétention.

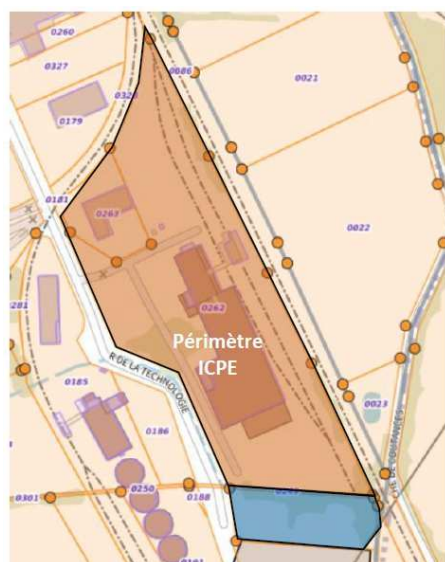
Cette unique canalisation va intercepter les réseaux EP du site ainsi que les eaux de ruissellement du parking et le traverser du nord au sud.

Un regard de sectionnement équipé d'une vanne murale est implanté en aval du bassin.

1 En temps normal, toutes les eaux pluviales seront collectées et transiteront par la nouvelle conduite vers le nouveau bassin en étant relevées par pompage (avant ou après le bassin) et rejetées dans le fossé.

2 En cas d'incendie, la vanne est abaissée manuellement ou automatiquement pour bloquer les écoulements et confiner les eaux d'extinction d'incendie sur site.

Le bassin de confinement est envisagé au Sud du site d'EVIALIS. Il doit s'étendre sur une partie de la parcelle ZN 0218 représentée ci-dessous.



Deux scénarios ont été étudiés :

Scénario 1 : Création d'un bassin de rétention aérien, encastré et lesté

Ce scénario présente l'avantage de remplir le futur bassin de manière gravitaire.

En considérant une nappe à -1.30m/TN, cette solution nécessite l'ajout de béton de lestage.

Le volume utile de ce bassin de confinement et de régulation aérien et lesté est de 2162 m³. Il fonctionne avec une montée en charge dans l'ensemble du réseau.

Une partie des déblais est mise en forme à l'est du site, l'autre est à évacuer.

Données altimétriques à prendre en compte

Du fait de la topographie du site les cotes suivantes sont retenues :

- Cote moyenne de fond de bassin : 28.40 m NGF
- Cote amont de la canalisation de transfert : 29.49 m NGF

- Cote aval de la canalisation de transfert : 28.50 m NGF
- Pente de la canalisation : Environ 0.4 %
- Cote de nappe souterraine : -1.30 m sous le TN

Le bassin doit être approfondi jusqu'à la cote moyenne 28.40 m NGF pour permettre d'obtenir le volume souhaité sans avoir une emprise au sol trop importante.

Pour la stabilité du bassin, les pentes des talus sont accentuées.

Une vanne de sectionnement est installée en aval du bassin afin de confiner les effluents en cas de déclenchement d'une alarme incendie.

Un séparateur hydrocarbure est installé afin de séparer et retenir les potentiels hydrocarbures contenus dans les eaux pluviales.

Dans ces conditions, le bassin de confinement a les caractéristiques suivantes :

- Volume utile : 2162 m³
- Cote de plan d'eau maxi : 30.90 m NGF
- Cote du trop-plein : 31.00 m NGF
- Côte de vidange du bassin : 29.30 m NGF

Dans ce cas, sachant que le point bas du fossé exutoire des eaux pluviales est à la cote 28.94 m NGF, il n'est pas possible de réaliser un bassin d'un volume supérieur à 2000 m³ sur la superficie disponible avec une vidange gravitaire.

Un poste de relevage des eaux pour le vidanger devient donc nécessaire.

Le débit de la pompe est dans ce cas calé sur le débit de fuite prescrit par l'étude D9/D9A, à savoir 7.88 l/s (environ 30 m³/h). Cet ouvrage doit également relever les eaux d'environ 2m.

Scénario 2 : Création d'un bassin aérien et surélevé

Dans ce scénario, la cote de fond de bassin est plus haute. En effet, ce bassin est prévu pour permettre une vidange gravitaire mais impose un poste de pompage important en amont. En considérant une nappe à -1.30m/TN, cette solution ne nécessite pas l'ajout d'un béton de lestage.

Le volume utile de ce bassin de confinement aérien et surélevé sera de 2162 m³.

Il fonctionne sans montée en charge dans le réseau.

La majorité des déblais est gérée in situ, le reste est à évacuer.

Dans ce cas, les caractéristiques de la canalisation d'interception des réseaux d'eaux pluviales sont identiques à celles définies dans le premier scénario.

La cote aval de la canalisation dans le poste de relevage serait donc à 28.50 m NGF.

Le fond du bassin est prévu à 29.90 m NGF, permettant l'écoulement de vidange gravitaire, le point bas dans le fossé étant à la cote 28.94 mNGF.

En aval du bassin sont installés :

- 1 - un organe de régulation mécanique du débit de fuite,
- 2 - une vanne de sectionnement est installée en aval du bassin afin de confiner les effluents en cas de déclenchement d'une alarme incendie.

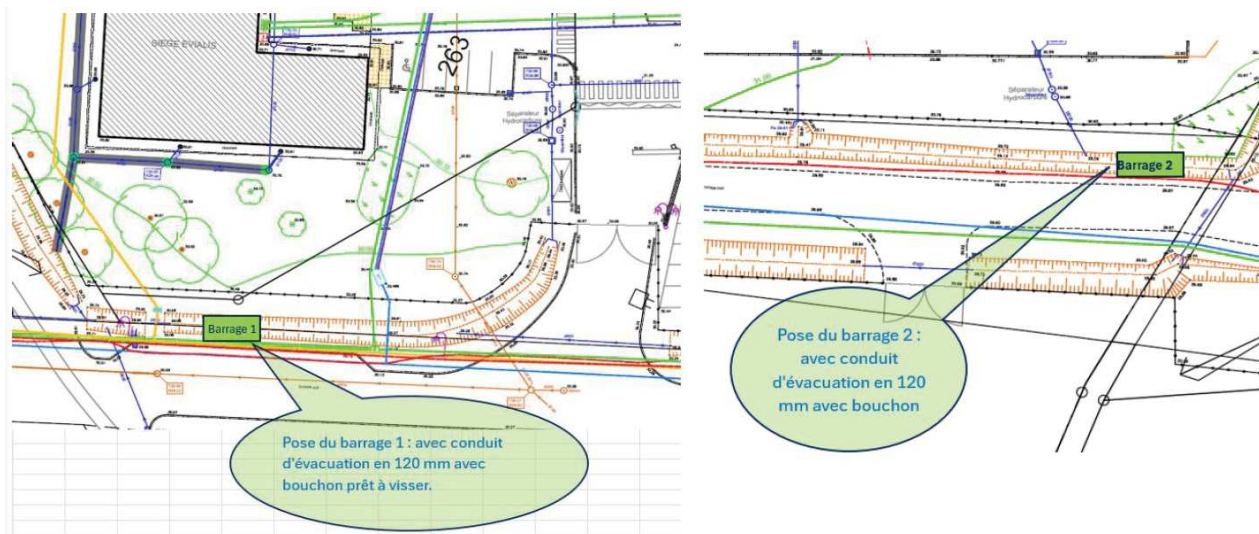
Il est proposé par le bureau d'étude/l'exploitant qu'un séparateur hydrocarbure soit mis en place après cette vanne, et ce afin de séparer et retenir les potentiels hydrocarbures contenus dans les eaux d'extinction. Il sépare/retient aussi les potentiels hydrocarbures contenus dans les eaux de pluie (valable pour les 2 solutions).

L'estimation incomplète du montant des travaux est considérée à +/- 15 %.

	DEFINITION GENERALE	MATERIAUX	ESTIMATION €HT
SOLUTION 1	Création d'un bassin de confinement et de régulation des eaux pluviales, aérien et lesté au béton maigre	Géomembrane + Béton de lestage	1 248 000.00 €
SOLUTION 2	Création d'un bassin de confinement et de régulation des eaux pluviales, aérien et surélevé	Géomembrane	858 000.00 €

Mesures compensatoires temporaires

L'exploitant propose la création de deux barrages dans les fossés communaux, avec l'accord de la commune, pour isoler facilement le site en cas d'incendie (Voir plan ci-dessous).



L'exploitant a aussi envisagé l'implantation d'un mur coupe-feu afin de réduire les moyens de lutte contre l'incendie et les volumes de confinement nécessaires.

L'option mur coupe-feu a été écartée.

Il envisage un bassin de 1550 m³.

Pour l'exploitant, la solution proposée à l'issue de l'étude IRH d'octobre 2024 est trop complexe et doit être écartée.

Le projet doit cependant tenir compte des contraintes suivantes :

- la présence de réseaux,
- une nappe phréatique très proche.

Le planning présenté par l'exploitant est désormais le suivant :

- finalisation des études et dépôt d'un permis de construire en juillet 2026,
- réalisation des travaux à compter de juillet 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra :

- respecter le planning présenté lors de l'inspection, soit notamment :
 - . la finalisation des études et le dépôt d'un permis de construire au plus tard en juillet 2026,
 - . la réalisation des travaux à compter de juillet 2027 et une finalisation des travaux avant fin 2027.

<p>- la prise en compte des principes suivants à expliciter dans le porter à connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> . volume minimum pour tout bassin de confinement/régulation des eaux pluviales correspondant au plus grand des deux volumes évalués à partir des D9/D9A (Moyens de lutte contre un incendie nécessaires/Confinement des eaux incendie) et de la régulation réglementaire des eaux pluviales, . eaux pluviales non polluées pouvant être rejetées directement au milieu naturel à un débit régulé réglementaire, . implantation des séparateurs d'hydrocarbures sur les effluents susceptibles d'être pollués, . principe de fonctionnement de la vanne d'obturation conforme aux dispositions réglementaires applicables, . possibilité de confiner toutes les eaux incendie susceptibles d'être générées par le site. <p>Le non respect des principales échéances du planning de réalisation du confinement/régulation du site mènera à une proposition de mise en demeure transmise à monsieur le préfet du Maine et Loire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 mois (Dépôt du porter à connaissance) et 24 mois (Réalisation des travaux)

N° 2 : E4 - 2014 - Fonctionnement des installations de transfert de grain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 10.1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Déport de sangles et bandes
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 12 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Élévateurs munis de déports de sangles et transporteurs de déport de bandes Bandes de type normé en cas de remplacement</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite du 21/11/2014</u> Les installations ne sont pas équipées de détecteurs de déports de sangles et bandes. Un plan de mise en conformité a été initié.</p> <p>→ l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son programme de travail pour la mise en conformité de ses installations avec les dispositions de cet article de l'arrêté préfectoral.</p> <p><u>Visite du 06/12/2018</u> Par courrier du 19 janvier 2015, l'exploitant avait adressé un plan de mise en conformité sur 3 ans allant jusqu'en 2018. En parallèle, il s'engageait à étudier la mise en œuvre de capteurs de température sur les joues de tête d'élévateurs (solution qu'il juge plus fiable que les capteurs de</p>

débords).

Lors de la visite du 06/12/2018, il apparaît que du retard a été pris sur le planning envisagé en 2015 :

- capteurs de température mis en place pour la nouvelle ligne et les élévateurs E1 et E2 (raccordement automate à mettre en place)
- mise en place début 2019 pour E3 et E4
- au premier trimestre 2019 pour E5 – E6 et E9

L'exploitant devra justifier que les mesures prises apportent des niveaux de sécurité au moins équivalent à celles initialement prévues.

Par ailleurs, l'exploitant confirme qu'il a bien pris en compte l'obligation faite par son arrêté préfectoral d'installer des bandes de transporteurs conformes en cas de remplacement des bandes anciennes. Les bandes des convoyeurs sont changées en fonction de leur état. 1 bande a déjà été changée, mais il en reste 11 anciennes à remplacer à terme.

→ L'exploitant informera l'inspection de la finalisation des travaux de mise en place des détecteurs et du fonctionnement de ces derniers, d'ici la fin du 1er trimestre 2019.

Visite du 04/10/2022

L'exploitant a présenté un état des lieux concernant les élévateurs.

3 élévateurs sur 15 sont munis de détecteurs de déport (E2 à E4) ou de capteurs de température.

Les autres E1 et E5 à E15 ne le sont pas.

L'exploitant n'a pas présenté d'état des lieux concernant les déports de bandes des transporteurs le remplacement des bandes ou les contrôleurs de rotation.

Il est donc proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition (conformité concernant les déports de sangles des élévateurs, les déports de bandes des transporteurs et la conformité des bandes de transporteurs remplacées ainsi que les contrôleurs de rotation) sous 12 mois.

Visite du 23/12/2025

L'exploitant a régulièrement informé l'inspection des installations classées de l'avancée des travaux sur la sécurisation des installations de transfert de grain (Transporteurs (convoyeurs) et élévateurs).

Le dernier courrier du 27 novembre 2024 indique une mise en service au plus tard le 28/02/2025.

L'annexe 3 du courrier du 30/10/2023 comprend un état des lieux des convoyeurs.

L'annexe 5 page 3 du courrier du 30/10/2023 comprend un état des lieux des élévateurs.

Un courrier du 18/07/2025 fait le point suivant.

L'annexe 5 récapitule les mesures de sécurité mises en œuvre pour les élévateurs E1 à E15.

Les mesures mentionnées sont :

- . 1 Courroie anti-statique, résistante à l'huile et au feu,
- . 2 Capteur de température,
- . 3 Détecteurs de déport,
- . 4 Capteur de surintensité,
- . 5 Contrôle de bourrage en sortie de tête d'élévateur,
- . 6 Contrôle de rotation basse vitesse.

Les équipements ont été mis en service au plus tard le 22/05/2025.

Il est par ailleurs noté les aspects suivants :

- . E12 est indiqué hors service,
 - . E11 ne comporte que la mesure 1. L'exploitant indique que l'équipement ne fait que du transport de granulés sous le contrôle d'un opérateur et qu'il n'y a pas de contrôle par automatisme.
- Les contrôles suivants ont été effectués sur la supervision (E1 mesures 2, 3, 4, 5, 6 et 7, E2 mesures 2, 3, 4, 5, 6 et 7 et E5 mesures 2, 3, 4, 5, 6 et 7).
- Il s'avère que pour E5 la mesure 5 n'est pas en place.

L'annexe 6 récapitule les mesures de sécurité mises en œuvre pour le parc de convoyeurs (R1 à R30 ,TB1 et TB2 et TE1 à TE7).

2 convoyeurs sont indiqués hors service R1 et R3.

Des mesures de sécurité ne sont pas mises en œuvre :

- . asservissement pour R17,
- . asservissement et alarme pour R20 expliqué comme pour E11,
- . contrôleurs de rotation pour R2 et R4 à R28 alors que R29 à R31 en posséderaient,
- . pas de détecteur de bourrage et de déport de bande pour TB1 et TB2 et TE1 à TE7.

Une fiche technique est fournie pour tenter de justifier l'absence de détecteur de déport de bande concernant TB1 et TB2 et TE1 à TE7.

Les justificatifs concernant le remplacement des bandes sont peu lisibles.

Des avancées notables sont observées, ce qui n'amène pas l'inspection des installations classées à proposer des suites administratives complémentaires. La mise en demeure sur ce point ne peut cependant être levée.

Toutefois, l'état des lieux doit être affiné sur tous les aspects dont notamment concernant le remplacement des bandes.

Des justificatifs lisibles doivent en effet être transmis concernant le remplacement des bandes et un bilan doit être réalisé.

Les écarts observés par rapport à l'article 10.1.9 pour être maintenus au moins pour certains doivent faire l'objet d'une demande de modification de prescription (article R. 181-45 alinéa 4 du code de l'environnement), être dûment argumentés techniquement et accompagnés de mesures alternatives permettant de répondre au même objectif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra :

- affiner l'état des lieux sur tous les aspects dont notamment concernant le remplacement des bandes. Des justificatifs lisibles doivent en effet être transmis concernant le remplacement des bandes et un bilan doit être réalisé.
- réaliser une demande de modification de prescription (article R. 181-45 alinéa 4 du code de l'environnement), dûment argumentée techniquement et accompagnée de mesures alternatives permettant de répondre au même objectif afin que les ou certains écarts encore observés par rapport à l'article 10.1.9 puisse être maintenus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : E1 - 2018 - Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 5.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : - • date d'échéance qui a été retenue : -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VLE PH de supérieur à 5,5 à inférieur à 8,5 MES 30 mg/l DCO sur effluent non décanté 120 mg/l HCT 5 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite du 06/12/2018</u> Le compte-rendu d'analyse des rejets des séparateurs (dernier en date du 30/10/2016) montre des écarts de conformité par rapport aux valeurs données dans l'arrêté d'exploitation.</p> <p>Séparateur principal : – DCO = 215 mg/l contre 120 mg/l autorisés – MES = 43 mg/l contre 30 mg/l autorisés L'exploitant indique que la mise en place d'un décanteur en amont du séparateur est prévu Séparateur secondaire : – MES = 50 mg/l contre 30 mg/l autorisés</p> <p>→ Les prélèvements pour l'année 2018 ont été faits. L'exploitant devra les communiquer à l'IIC. En cas de non-conformité, l'exploitant devra également transmettre son plan d'action pour mise en conformité.</p> <p><u>Visite du 04/10/2022</u> L'exploitant a remis un bulletin d'analyse pour le rejet principal du 05/01/2022. Les résultats sont conformes mais limites pour les MES : 30 mg/l. Le site dispose d'un autre point de rejet pour lequel aucun résultat de mesure n'était disponible. Une analyse sur le 2^{ième} point de rejet est à transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Visite du 23/12/2025</u> Par courrier du 30/10/2023, l'exploitant a transmis un bulletin d'analyse concernant le deuxième rejet d'eaux pluviales. Les résultats sont conformes concernant le PH, les MES, la DCO et les Hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : E2 - 2018 - Disponibilité et entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -• date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, colonne sèche par exemple).</p>
Constats : <p><u>Visite du 06/12/2018 :</u></p> <p>Le rapport de contrôle Desautel de novembre 2018 montre que la prise de raccordement en eau de la colonne sèche, au premier niveau, est HS.</p> <p>Les rapports de vérification des extincteurs et RIA (juin 2018) font état de non-conformités en ce qui concerne les RIA (fuites, pressions dynamiques insuffisantes).</p> <p>Le rapport de contrôle de détection incendie de mars 2018 faisait état de deux détecteurs défectueux remplacés en juillet 2018 (rapport septembre 2018 ok)</p> <p>Sur les non-conformités soulevées lors des contrôles périodiques, des devis de réparation sont en cours.</p> <p>→ L'exploitant devra tenir à disposition de l'inspection les justificatifs correspondants.</p> <p><u>Visite du 04/10/2022</u></p> <p>L'exploitant a présenté un document émanant de Desautel daté du 01/02/2022 ne mentionnant plus d'anomalie (Mention manuscrite) et une facture de réparation de la colonne sèche du 30/11/2020 d'un montant de 1110 euros TTC émanant de Hydrotherm industrie.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'intervention (n° : 03313858-001 - Desautel du 28/06/2022) portant sur les extincteurs (92) et les RIA (4).</p> <p>Ce document comporte des propositions de devis pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- un extincteur présentant de la corrosion,- prévoir une protection renforcée des extincteurs suite à l'accumulation de poussières,- prévoir la mise à jour des plans d'évacuation suite à de nombreuses modifications. <p>Le document mentionne également de prévoir la mise en conformité N4 suite aux modifications.</p> <p>Pour les extincteurs, l'exploitant a présenté un devis du 29/06/2022 émanant de Desautel (Référence DET-53477 d'un montant de 621,37 euros HT et un autre devis Desautel (Référence DET-53495 d'un montant de 304,84 euros HT pour le prévisionnel 2023).</p> <p>Pour la détection incendie, l'exploitant a présenté deux rapports d'intervention Desautel (n° : 03274463-001 du 07/04/2022 et n° : 03357460-001 du 19/09/2022).</p>

Ces documents indiquent que des devis sont à réaliser pour le remplacement de batteries à 4 ans.

L'exploitant apportera les correctifs nécessaires à ses installations et fournira des attestations suivant les référentiels en vigueur de conformité de ses équipements en conception et en exploitation.

Visite du 23/12/2025

L'exploitant a présenté un rapport de vérification de Desautel référencé n° : 03947759-001 portant sur les extincteurs (101) et les RIA (4).

Un devis correctif est présenté.

Les commentaires suivants sont apportés.

« 1 extincteur à requalifier et 13 extincteurs de plus de 10 ans :

REPLACEMENT EN COURS DE VERIF DE L'EXTINCTEUR N°3/82 VU AVEC LE RESPONSABLE DU SITE MR GAUDIN

VÉRIFICATION RIA003 IMPOSSIBLE SUITE A DES TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE SOL

PRESSION DYNAMIQUE RIA LE PLUS DÉFAVORISÉ N°4 EN RÉGIME D'ÉCOULEMENT 2 BARS

DEVIS PRÉVISIONNEL 2026

4 ÉCHANGES STANDARD CO2 2KG N°1,10,67,69

+ 4 TROMBLONS 2KG

1 ÉCHANGE STANDARD CO2 5KG N°27

+ 1 TROMBLON 5KG

5 EXTINCTEURS E9A1FFT N°10,41,44,46,48

+ 4 PLAQUES EXT AB BLEUE

2 EXTINCTEURS P9ABC N°28,38

8 SIMPLES NUMÉROS

4 DOUBLES NUMÉROS

PRÉVOIR PASSAGE POUR MISE EN CONFORMITÉ N4

STOCKAGE PLUS 3 MÈTRES

ZONE NON PROTÉGÉ

PRÉVOIR LA MISE A JOUR DES PLANS D'ÉVALUATION FAIRE ÉTUDE POUR LE QUANTITATIF »

La réalisation de l'audit N4 a fait l'objet d'un devis signé le 18/11/2025 par l'exploitant.

Un devis pour le remplacement de 12 extincteurs a été signé par l'exploitant le 24/12/2025.

Un devis pour la mise à jour du plan d'évacuation a été signé par l'exploitant le 24/12/2025.

Le RIA n°3 a été vérifié le 27/10/2025 (Pas de commentaire).

La détection incendie a fait l'objet d'une vérification le 16/12/2025 (Rapport d'intervention n° : 04027372-001).

Elle fait l'objet des observations suivantes :

« Prévoir remplacement batterie Aes interne en dates.

Prévoir remplacement batteries Ecs en dates.

Prévoir remplacement batterie cmsi en dates.

Prévoir le reconditionnement des détecteurs optique de fumée en dates.

Remplacement d'un déclencheur manuel conventionnel à ce jour car hs : il se trouve à l'extérieur prévoir un capot étanche pour ce déclencheur manuel.

Les sirènes ne sont pas en audibles en tous points du bâtiment avec les machines en routes prévoir étude de terrain pour rajout de sirènes. »

Un devis pour le remplacement des batteries a été signé par l'exploitant le 24/12/2025.

Le devis pour le reconditionnement des détecteurs optiques de fumées a été signé le 12/11/2025.

Le devis pour l'amélioration de la sirène est en attente de signature.
Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place sont suivis mais des correctifs sont à apporter. L'exploitant devra apporter les correctifs nécessaires à ses installations et fournira des factures et attestations suivant les référentiels en vigueur de conformité de ses équipements en conception et en exploitation (extincteurs, RIA et détection incendie).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra apporter les correctifs nécessaires à ses installations et fournira des factures et attestations suivant les référentiels en vigueur de conformité de ses équipements en conception et en exploitation (extincteurs, RIA et détection incendie).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : E3 - 2018 - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : Vérification annuelle des installations électriques
Constats : <u>Visite du 06/12/2018</u> Le rapport de vérification des installations électriques de l'APAVE de mars 2018 fait état de non-conformités dont certaines sont récurrentes. L'exploitant a mis en place un plan de résorption des non-conformités pour traiter les principaux écarts. Les mesures correctives sont tracées. Le rapport Q18 signale que les installations peuvent entraîner des risques notamment du fait de l'accumulation de poussières dans les armoires (remarque idem pour Q19). → l'exploitant est tenu de prendre toutes mesures correctives pour garantir que ses installations électriques ne puissent être à l'origine d'un sinistre. Les opérations de résorption des écarts doivent être tracées. <u>Visite du 04/10/2022</u> L'exploitant a présenté un compte rendu de vérification Q18 datant du 08 décembre 2021. Ce document indique que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion. Le document indique également des limites dans la vérification qui n'a donc été que partielle et une non autorisation de coupure totale.

9 remarques dont certaines datent de 2019 sont à l'origine de cette conclusion.
 Le rapport complet de l'APAVE daté du 20/12/2021 mentionne 30 observations.
 L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée des non conformités menant en particulier à la conclusion que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion.
 Il est donc proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point en lui demandant de justifier sous 3 mois la levée des 9 remarques menant à la conclusion que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion suite à une vérification complète des installations.
 A noter que le Q19 délivré à la suite d'une intervention le 18/08/2022 ne mentionne pas d'anomalie.

Visite du 23/12/2025

Par courrier du 13/02/2023, l'exploitant a indiqué que le service maintenance était intervenu pour corriger les 9 non conformités ayant mené à établir un Q18 mentionnant des risques d'incendie ou d'explosion.

Un Q18 de l'APAVE du 04/02/2023 justifie la levée de ces non-conformités.

La vérification a cependant été partielle et mentionne une autre non conformité menant à un risque d'incendie ou d'explosion (Problème sur un différentiel).

L'exploitant indique l'avoir remplacé. Une facture du 10/02/2023 a été produite.

Lors de la visite du 23/12/2025, l'exploitant a présenté un Q18 du 21/01/2025.

Une vérification complète des installations a été réalisée et une coupure a été autorisée.

Le certificat Q18 ne mentionne plus de risque d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant a également présenté le rapport de vérification des installations électriques (Domaine Q18 - Rapport de vérification périodique quadriennal) du 28/02/2025. Aucune observation n'est mentionnée.

L'exploitant a aussi présenté un compte-rendu Q19 du 10/12/2025.

Ce document ne fait apparaître aucune anomalie.

Seule observation : la case Non est cochée concernant la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarée correspond-elle à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations ?

Avec la note suivante :

* Si non, celles ne figurant pas dans la liste sont indiquées ci-dessous :

- L'intégralité des circuits terminaux (luminaires, prises de courant et boîtes de connexion).
- Les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge.

Veiller à la prendre en considération pour le prochain contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : R1 - 2018 - Vérification des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des niveaux sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suites qui avaient été actées : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification triennale des niveaux sonores précisés en 7.2.1 et 7.2.2</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite du 04/10/2022</u></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de mesure de Dekra du 12/05/2022. Ce document comporte les conclusions suivantes : PÉRIODE JOUR : . Dépassement de l'émergence réglementaire autorisée le jour au point LIM ZER 1 (7 dB(A) pour 5 dB(A) réglementaire). PÉRIODE NUIT : . Dépassement de l'émergence réglementaire autorisée la nuit au point LIM ZER 1 (6 dB(A) pour 3 dB(A) réglementaire). . Dépassement des niveaux sonores réglementaires la nuit au point LIM 2 (63,5 dB(A) - L50 pour 60 dB(A) réglementaire). L'exploitant transmettra le plan d'action prévu à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 26/03/2013 puis les résultats d'une nouvelle campagne de mesure justifiant du retour à la conformité.</p> <p><u>Visite du 23/12/2025</u></p> <p>Par courrier du 26 décembre 2022, l'exploitant a indiqué présumer que l'exutoire du ventilateur de la ligne de cuisson est à l'origine des dépassements enregistrés. La mise en place d'un silencieux sur cet exutoire était planifiée au 1^{er} trimestre 2023 et une nouvelle campagne de mesure devait être planifiée avant fin juin 2023. Suivant l'exploitant, un silencieux a été mis en place le 20/04/2023 sur l'exutoire de la ligne de cuisson. Une facture du 28/04/2023 a été produite. L'exploitant a fourni des extraits du rapport DEKRA n°E2959720/2301-1/1-M00 du 21/09/2023 relatif à des mesures réalisées les 28 et 29 août 2023. Les résultats montrent deux non conformités résiduelles en période de nuit : - limite de propriété au point 2 : 62 dB(A) pour une limite à 60 dB(A), - émergence 1A : 4,5 dB(A) pour une limite de 3 dB(A).</p> <p>L'exploitant va remplacer le silencieux mis en place. Un devis signé du 19/08/2025 a été remis puis devra faire une nouvelle campagne de mesure pour justifier du retour à la conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remplacer le silencieux ne donnant pas satisfaction puis réaliser une nouvelle campagne de mesure pour justifier du retour à la conformité. En cas de nouvel écart relevé lors des mesures, réaliser un audit sonore.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>
<p>N° 7 : Séparation des déchets</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suites qui avaient été actées : - • date d'échéance qui a été retenue : -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Séparation des déchets</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite du 04/10/2022</u></p> <p>Il a été observé lors de la visite une benne sur la zone déchets avec des défauts de tri (déchets en mélange).</p> <p>L'exploitant devra y remédier dans les meilleurs délais.</p> <p><u>Visite du 23/12/2025</u></p> <p>Par courrier du 26/12/2022, l'exploitant a indiqué que les équipes ont été sensibilisées à nouveau à l'importance du tri. Par ailleurs, une benne bois est désormais en place et les différentes bennes sont clairement identifiées sur la zone de stockage des déchets.</p> <p>Les points de collecte intermédiaires dans l'usine étaient en cours d'évolution.</p> <p>Le courrier comprenait une photo de la zone de stockage des déchets et 4 photos des bennes ferraille, bois, palettes de bois et déchets non valorisables.</p> <p>Lors de la visite du 23 décembre 2025, il a été constaté une bien meilleure gestion du tri des déchets avec 5 bennes à disposition permettant de réduire la quantité de déchets non valorisables (une des 5 bennes, les autres prenant en charge les palettes, les grands cartons, les ferrailles et les emballages). L'exploitant dispose aussi d'une benne pour les déchets organiques hors zone déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suites qui avaient été actées : - • date d'échéance qui a été retenue : -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.4.2 Rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols</p>
<p>Constats :</p>

Visite du 04/10/2022

Il a été observé lors de la visite un container avec des eaux de lavage au niveau de la zone déchets en bordure d'une haie sans rétention.

L'exploitant devra y remédier dans les meilleurs délais

Visite du 23/12/2025

Par courrier du 30/10/2023, l'exploitant a indiqué avoir placé le container sur rétention jusqu'au pompage de l'effluent par un prestataire le 15/12/2022.

Lors de la visite du 23 décembre 2025, il a été constaté que l'écart a été levé au niveau de la zone déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Meilleures techniques disponibles concernant les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 6.IV et 15.2

Thème(s) : Risques chroniques, MTD

Prescription contrôlée :**6. Inventaire**

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

15. Secteur de l'alimentation animale**15.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air**

Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm ³	Fréquence de surveillance
Poussière	Séchage du fourrage vert		200 (concentration mesurée sur gaz humide)	Une fois tous les trois mois
	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles : 5 Unités existantes : 10	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	20	
	Extrusion d'aliments secs pour animaux de compagnie	-	100 si le flux est inférieur à 1 kg/jour 40 si le flux est supérieur ou égal à 1 kg/jour	Une fois par an

Constats :

Un courrier de la préfecture du 14 juin 2024 a été transmis à l'exploitant suite à l'instruction du dossier de ré-examen.

En annexe, ce document liste les points méritant d'être améliorés à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen dont :

5. Tenir à disposition une liste des émissaires atmosphériques en dehors de la chaudière, les localiser sur un plan, décrire le type de traitement, tenir à disposition les résultats de mesure avec comparaison aux NEA-MTD ;

L'exploitant a présenté la situation suivante :

Tour Réception MP Vrac - Dépoussiéreur Fosse

Section : 50 cm*85 cm

Hauteur : 8 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : filtres (3)

Tour de Fabrication –Façade Est**Broyeur 1**

Section : 90cm * 70cm

Hauteur : 34,5 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : filtre

Broyeur 2

Section : 1000 cm * 1500 cm

Hauteur : 25,5m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : filtre

Refroidisseur 1

Section : 1000 cm * 1500 cm

Hauteur : 18 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : cyclone

Refroidisseur 2

Section : 1000 cm * 1500 cm

Hauteur : 18 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : cyclone

Refroidisseur 3

Section : 1000 cm * 1500 cm

Hauteur : 18 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : cyclone

Tour de Fabrication –Façade Sud**Broyeur Ligne Cuisson**

Diamètre : 30cm

Hauteur : 26 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : filtre

Tour SRB et Cuisson –Façade Est

Refroidisseur Ligne Cuisson

Section : 30 cm * 42 cm

Hauteur : 18 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : filtre

Tour SRB et Cuisson –Façade Sud

Rejet vapeur Mélangeur LC

Entrepôts –Façade Est

Rejet vapeur chaufferie

Ventilation Local Compresseur

Tour Chargement Vrac

Ensachage

Diamètre : 20 cm

Hauteur : 6 m du sol

Vitesse mini :

Débit mini :

Dispositif de traitement des poussières : filtre

L'exploitant a aussi présenté un rapport d'une campagne de mesures du 13/10/2025 concernant les émissions atmosphériques avec la synthèse suivante :

BROYEUR CUISEUR (ABSENCE DE PRODUCTION - REPROGRAMME EN DÉCEMBRE 2025)

BROYEUR 1 – 7,6 mg/Nm³ – 79,7 g/h – 10500 Nm³/h

BROYEUR 2 – 838 mg/Nm³ – 2228 g/h – 2660 Nm³/h

REFROIDISSEUR CUISEUR (ABSENCE DE PRODUCTION - REPROGRAMME EN DÉCEMBRE 2025)

REFROIDISSEUR 1 – 3,6 mg/Nm³ – 70,4 g/h – 19800 Nm³/h

REFROIDISSEUR 2 – 2,1 mgNm³ – 21,4 g/h – 9900 Nm³/h

REFROIDISSEUR 3 – 265 mg/Nm³ – 2781 g/h – 10500 Nm³/h

Le broyeur 2 et le refroidisseur 3 ne respectent pas les valeurs limites d'émission.

Certains émissaires n'ont pas fait l'objet de mesures.

L'exploitant a présenté un rapport d'une campagne de mesures du 30/10/2023 concernant les émissions atmosphériques d'une chaudière avec la synthèse suivante :

Fabricant Brûleur : BABCOCK WANSON

Type Brûleur : LNTA1.3

N° Fabrication : B12/15845

Date de fabrication : 2012

Puissance nominale du brûleur : 2345 kW

Chaudière à tubes de fumées.

Température des gaz : 182 °C,

Débit : 607 Nm³/h

Vitesse d'éjection : 2,6 m/s
O2 : 5,6 %
CO : 2,7 mg/Nm³ – 1,4 g/h
NOx en NO₂ : 112 mg/Nm³ – 57,8 g/h
SO2 : 1,9 mg/Nm³ - 0,97 g/h
Poussières : 0 mg/Nm³ - 0 g/h

L'exploitant pourra utilement solliciter en considérant l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) la modification de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2013 en particulier concernant la mesure des poussières et du SO₂ sur cet émissaire.

Il appartient aussi à l'exploitant d'affiner l'inventaire de ses rejets atmosphériques pour répondre à la disposition suivante :

« L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de ... ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

en s'inspirant des tableaux ci-dessous :

N° de conduit	Référence	Équipement/ Procédé	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Traitement des polluants atmosphériques mis en oeuvre	Émissions (Polluants rejetés)
Conduit N° 1							
Conduit N° 2							
...							

Plan les répertoriant et photos

Équipement/Procédé	Hauteur	Diamètre en m	Débit nominal en	Température en °C et	Vitesse minimum d'éjection en m/s
--------------------	---------	---------------	------------------	----------------------	-----------------------------------

		en m		Nm ³ /h et variations	variations	
Conduit N° 1						

Par conduit à préciser

Par am ètr es	Valeurs limites en concentra tion à une référence à préciser	Conditio ns	Conc entra tion obser vée	Flux obser vé	Varia tions obser vées
Po uss ièr es					

Total flux pour les différents polluants atmosphériques sur le site.

Substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

La température élevée des gaz rejetés par la chaudière (182°C) doit amener l'exploitant à explorer des mesures d'économie d'énergie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- ramener les émissions du broyeur 2 et du refroidisseur 3 à la conformité et le justifier par une campagne de mesures devant être étendue aux émissaires n'ayant pas fait l'objet de mesures en 2025,
- solliciter en considérant l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) la modification de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2013 en particulier concernant la mesure des poussières et du SO₂ sur cet émissaire.
- affiner l'inventaire des rejets atmosphériques pour répondre aux dispositions réglementaires,
- explorer des mesures d'économie d'énergie concernant la chaudière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article R. 181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suites qui avaient été actée(s) : -
- date d'échéance qui a été retenue : -

Prescription contrôlée :

Retour sur porter à connaissance

Constats :**Visite du 04/10/2022 :**

L'inspection des installations classées a échangé avec l'exploitant sur son porter à connaissance du 08/08/2022 concernant la modification de ses installations.

Un retour formalisé lui avait été effectué en parallèle par la préfecture.

Il est en particulier important que le porter à connaissance aborde toutes les modifications intervenues depuis 2013 et mette à jour l'intégralité de la situation administrative.

Visite du 23/12/2025 :

Depuis 2013, l'exploitant a transmis :

- 1. un porter à connaissance concernant une nouvelle ligne de cuisson transférée du site de Vertou en juin 2018,
- 2. un porter à connaissance concernant une nouvelle ligne d'ensachage associée à l'implantation d'un stockage externe sous tente en juin 2022,
- 3. un classement 1510 avec une antériorité non validée,
- 4. des éléments concernant le confinement et la régulation des eaux pluviales du site (voir point de contrôle n° 1).

Une extension des capacités de stockage 1510 a été évoquée.

Comme évoquée en 2022, il est important pour assurer une cohérence d'ensemble que l'exploitant consolide les porter à connaissance dans un seul document abordant l'intégralité des modifications depuis 2013, antériorité 1510 avec analyse de conformité et les projets à venir (confinement et régulation des eaux pluviales et nouveau stockage 1510).

Cela permettra d'aborder avec plus de certitude les évolutions intervenues sur le site, d'intégrer les projets et les demandes de compléments adressées par l'inspection des installations classées (Notamment 20 juin 2018, 26 août 2022, remarques sur le dossier de ré-examen (courrier de la préfecture du 14 juin 2024, etc.) et les réponses de l'exploitant.

Le document consolidé devra s'attacher à décrire précisément l'évolution du classement ICPE en particulier au niveau de la rubrique 1510 (antériorité à justifier, classement sous tente éventuellement classable en fonction de la distance et de la quantité stockée, futur stockage avec détermination des dispositions applicables), mais aussi des rubriques 3642, 2160 et 2915 le cas échéant.

Des analyses de conformité seront à produire (au minimum concernant la rubrique 1510) tout comme la justification de la mise en œuvre des MTD notamment en lien avec le point de contrôle n°9.

Un point précis devra être effectué concernant l'évolution des risques en mettant en perspective

<p>l'étude de danger de 2012 et des simulations Flumilog.</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques devront être détaillées en lien avec les points de contrôle 1,2 et 4 et les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2013.</p> <p>Cela permettra de clarifier les évolutions nécessaires.</p> <p>Chacun des impacts (Eau, air, bruit, etc) devra être détaillé voir notamment point 7 du courrier de la préfecture du 14 juin 2024 et points de contrôle 6 et 9 notamment.</p> <p>Un avis SDIS sera sollicité.</p> <p>A la suite, un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé si les modifications ne sont pas jugées substantielles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Transports-chargements-déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité et rétention des aires de chargements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées suivant les règles de l'art.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une zone de dépotage à l'arrière de ses bâtiments.</p> <p>Un écoulement sur cette zone semble pouvoir rejoindre le réseau d'eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier la conformité de la zone de dépotage concernant les possibilités de rétention en cas d'épandage avec un plan des réseaux à l'appui.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 10.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p>

Constats :

Quelques zones du site avaient un niveau d'empoussièrement important.
L'exploitant devra pouvoir justifier de consignes adaptées et d'une sensibilisation de son personnel à la problématique empoussièrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les consignes concernant l'action en vue d'éviter un empoussièrement trop important et une justification d'une sensibilisation récente du personnel à la problématique empoussièrement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois